

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 12 NOVEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	0	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/636		
PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE LA METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION SYNDICAT LIBRE "LES ROMARINS" A SIX-FOURS-LES-PLAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/636

BUREAU DU 12 NOVEMBRE 2024

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE
LA METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION SYNDICAT
LIBRE "LES ROMARINS" A SIX-FOURS-LES-PLAGES -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique,

VU la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

VU la délibération du Conseil municipal de la ville de Six-Fours-les-Plages n° 14826 du 28/11/2016 portant acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée section AY n° 2091 appartenant à l'Association Syndicat Libre Les Romarins (ASL Les Romarins),

VU le courrier de Maître ANDREOZZI en date du 2 mars 2022,

VU le protocole d'accord transactionnel ci-joint,

CONSIDERANT que l'ASL « Les Romarins » a rétrocédé à la Commune de Six-Fours-les-Plages, par acte notarié en date du 20 novembre 2017, la parcelle cadastrée Section AY n° 2091,

CONSIDERANT que la rétrocession a été approuvée par délibération n° 14826 du Conseil Municipal de la Commune de Six-Fours-les-Plages en date du 28 novembre 2016,

CONSIDERANT que ladite parcelle fait office de voie de circulation comprenant un éclairage public ainsi qu'une pompe de relèvement des eaux usées,

CONSIDERANT que dans le cadre de cette rétrocession de parcelle, la Commune de Six-Fours-les-Plages avait pris l'engagement de : « *acquitter les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels l'immeuble peut ou pourra être assujettie (...)* » et de « *faire son affaire de tous les traités d'abonnement aux eaux, gaz, électricité et autres qui ont pu être contractés par le vendeur et ses auteurs (...)*»,

CONSIDERANT que la Commune de Six-Fours-Les-Plages ne s'est jamais acquittée de ses obligations,

CONSIDERANT que par courrier en date du 2 mars 2022, Maître Neera ANDREOZZI, intervenant aux intérêts de l'ASL « les Romarins », saisissait la Métropole TPM, afin qu'elle assure le bon entretien des équipements (éclairage public, entretien de la canalisation des eaux usées ainsi que de la pompe de relevage ...) et ainsi qu'elle procède au remboursement des sommes indûment payé par l'ASL « Les Romarins » et au transfert des abonnements,

CONSIDERANT que seul l'entretien et le règlement des factures propres à l'éclairage public de la parcelle a été transmis à la Métropole TPM, cependant, le réseau des eaux usées étant resté un ouvrage privé, de ce fait, la gestion et l'entretien sont restés dévolus à l'ASL « Les Romarins »,

CONSIDERANT que le compteur électrique était rattaché également à la pompe de relevage, une séparation du réseau d'Eaux Pluviales sous forme de pompe a donc été réalisée le 27 mars 2023 aux frais de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que depuis cette date, L'ASL « Les Romarins » n'a plus à sa charge, ni l'abonnement, ni la consommation de l'éclairage de la voie rétrocedée,

CONSIDERANT que la Métropole TPM s'est engagée cependant à rembourser les factures d'électricité portant sur l'éclairage public précédemment payées par l'ASL « Les Romarins » depuis la date du transfert de compétence,

CONSIDERANT que sur la base de factures incluant l'éclairage et la pompe de relèvement des eaux usées, une estimation a pu être effectuée en accord avec l'ensemble des parties,

CONSIDERANT que le présent protocole d'accord transactionnel a pour objet de mettre fin au différend qui oppose ladite ASL « les Romarins » à la Métropole TPM, et de prévenir tout litige à naître,

CONSIDERANT que la Métropole TPM accepte de verser à l'ASL « Les Romarins » la somme de 802,87 € due au titre du règlement des factures d'électricité portant sur l'éclairage,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le protocole transactionnel ci-joint.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Chapitre 011- Budget Principal, charges à caractère général.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

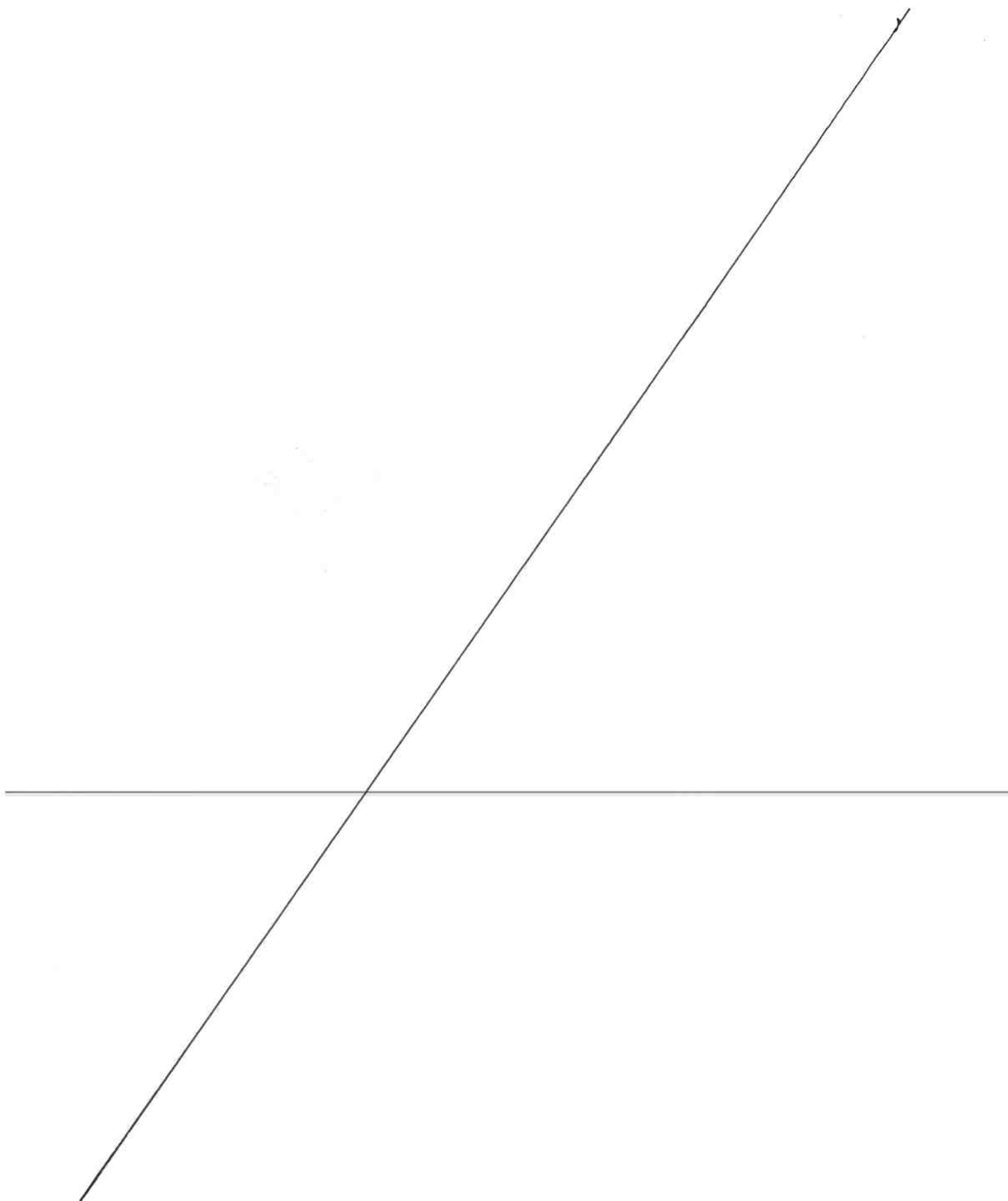
Fait à Toulon, le 12 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	11
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Messagerie Pro

about:blank

**PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL****ENTRE :****La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE****Sise 107, Avenue Henri Fabre, CS 30 536, 83041 TOULON CEDEX 9**Prise en la personne de son Président, **Monsieur Jean Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-après dénommée « Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »,

D'une part,

ET**L'Association Syndicat Libre Les Romarins****Sise 280 Chemin de la Forêt, 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES**Prise en la personne de sa directrice, **Mme Coline POULIN**, ou de toute autre personne dûment habilitée

Ci-après dénommée « ASL Les Romarins »,

D'autre part

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

L'ASL « Les Romarins » a rétrocédé à la Ville de Six-Fours-Les-Plages, par acte notarié en date du 20 novembre 2017, une parcelle cadastrée Section AV n° 2091 d'une superficie de 513 m². Cette parcelle fait office de voie de circulation et comprend notamment un éclairage (3 lampadaires) et une pompe de relèvement des eaux usées.

La rétrocession a été approuvée par délibération n° 14826 du Conseil Municipal de la ville de Six-Fours-Les-Plages en date du 28 novembre 2016.

1

Messagerie Pro

about:blank

Dans le cadre de cette rétrocession, la Ville de Six-Fours-les-Plages avait pris l'engagement de : «acquitter les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels l'immeuble peut ou pourra être assujettie (...)» et de «faire son affaire de tous les traités d'abonnement aux eaux, gaz, électricité et autres qui ont pu être contractés par le vendeur et ses auteurs (...)» relativement à la parcelle rétrocédée.

Par courrier en date du 2 mars 2022, Maître Neera ANDREOZZI, intervenant aux intérêts de l'ASL « les Romarins », saisissait la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, compétente depuis les transferts de compétence en date du 1^{er} janvier 2018, pour rappeler les obligations incombant à cette dernière.

Elle indiquait également que la Ville de Six-Fours-Les-Plages ne s'était jamais acquittée de ses obligations d'entretien, ni de l'ensemble des frais afférents à la consommation d'eau et d'électricité. Maître Neera ANDREOZZI sollicitait alors de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE qu'elle :

- Assure le bon entretien des équipements (éclairage, canalisation eaux usées, pompe de relevage ...)
- Procède au remboursement des sommes indûment payé par l'ASL
- Procède aux transferts des abonnements
- Organise une réunion sur les lieux afin de discuter des difficultés rencontrées et d'y apporter des solutions.

Par courrier en date du 3 mai 2022, la Métropole informait Me ANDREOZZI de la tenue d'une réunion pour instruire le dossier.

Par un second courrier en date du 5 juillet 2022, la Métropole revenait vers Me ANDREOZZI concernant l'ensemble de ses demandes.

Ce courrier indiquait que l'entretien de l'éclairage public est bien assuré par les services métropolitains qui ont déjà eu l'occasion, dès les transferts de compétences, de procéder au changement des ampoules par le passage au Led.

Concernant le réseau des eaux usées (EU) relié à la station de relevage du lotissement ainsi que la pompe de relevage et le réseau de refoulement, la Métropole indiquait que lors de la cession de la parcelle Section AY n° 2091, la Ville de Six-Fours-les-Plages n'était pas compétente en matière d'assainissement comme en atteste la délibération n° 08/07/1/121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2008 portant transfert de compétence facultative « Assainissement ». Aussi, la Métropole ne pouvait pas se prononcer sur le sujet.

Pour rappel, la procédure prévue pour l'intégration des réseaux obéit aux règles telles que prévues par l'article 19 du Règlement du service communautaire d'assainissement collectif :

CP

Messagerie Pro

about:blank

Lors de l'incorporation d'un nouveau réseau au domaine public (...) Les ouvrages de collecte font l'objet d'une procédure de réception prononcée par la Communauté d'Agglomération. A cet effet, celle-ci confie la réalisation d'essais à un opérateur qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux avant leur mise en fonctionnement. Cette réception comprend notamment le contrôle de l'étanchéité, la bonne exécution des fouilles et de leur remblaiement, l'état des raccordements, la qualité des matériaux et le dossier de récolement.

Dans le cas où les réseaux concernés sont les équipements anciens déjà en service, ils ne pourront être intégrés qu'aux conditions suivantes :

- Les réseaux et boîtes de branchements situés sous la voie devront être obligatoirement de type séparatif.
- Les réseaux et boîte de branchements situés sous la voie devront être exempts de défauts structurels et étanches. Afin de vérifier ces points une inspection télévisuelle et des tests d'étanchéité seront réalisés aux frais du ou des propriétaires des réseaux privés en question. En cas de non-conformité constatée, le ou les propriétaires devront réaliser ces travaux nécessaires à la mise en conformité des réseaux à leurs frais. Lorsque la réception des travaux aura été positive et que toutes les réserves auront été levées, les réseaux seront intégrés au domaine public.

Le procès-verbal de cette réception est adressé par la Communauté d'Agglomération à l'entreprise chargée des travaux, au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau concernée ».

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ne s'est jamais prononcée favorablement à ce transfert. Le réseau EU est donc bien resté un ouvrage privé dont la propriété, la gestion et l'entretien sont restés dévolus à l'Association Syndicale Libre regroupant les co-lotis.

En outre, étant un équipement servant exclusivement au lotissement Les Romarins, le réseau d'eaux usées doit être considéré comme un accessoire dissociable de la voie conformément à la jurisprudence de la CAA de Marseille du 1^{er} décembre 2015 (14MA01791 Inedit au recueil Lebon).

Toutefois, concernant le règlement des factures, la Métropole a décidé de prendre à sa charge les règlements des factures propres à l'éclairage de la parcelle.

Le compteur électrique étant rattaché également à la pompe de relevage, une séparation du réseau EP du réseau « pompe » a donc été réalisée le 27 mars 2023 aux frais de la Métropole.

Depuis cette date, L'ASL « Les Romarins » n'a plus à charge, ni l'abonnement, ni la consommation de l'éclairage de la voie rétrocedée.

La Métropole s'est engagée toutefois à rembourser les factures d'électricité concernant l'éclairage précédemment payées par l'ASL « Les Romarins » depuis la date du transfert de compétence.

Messagerie Pro

about:blank

Une estimation des fluides dus par la Métropole a donc été effectuée par l'antenne de Six-Fours – les-Plages comme suit sur la base de factures jointes au protocole :

- Le calcul initial de la consommation électrique de l'éclairage est compris entre le 1^{er} janvier 2018 (date du transfert de compétence) et le 27 mars 2023 (date de séparation du réseau d'éclairage public de la pompe)

- Nombre de mois : 63 mois

- Prix du KW/H moyenne entre 2019 et 2023 sur des comptages d'éclairage public (facturé par le fournisseur)

20190.21 € /Kw/h
20200.23 € /Kw/h
20210.38 € /Kw/h
20220.21 € /Kw/h
20230.15 € /Kw/h
Soit une moyenne tarifaire de 0,236 € /Kw/h

- Puissance de l'éclairage :

Lanternes de 60W = 180W

Durée de l'éclairage :

Hiver : de 18h30 à 6h30 = 12 heures

Été : de 22h00 à 6h00 = 8 heures

Soit une durée moyenne de 10 h par jour donc 300 heures par mois

Sur la période du 01/01/2018 et du 27/03/2023 (63 mois) : $300 \times 63 = 18\,900$ heures

- Consommation sur la période :

$180\text{ W} \times 18\,900\text{ h} = 3\,402\,000\text{ W}$ soit 3 402 KW

- Montant de la dépense d'éclairage public sur la période :

$3\,402\text{ KW} \times 0.236\text{ € /Kw/h} = \underline{802,87\text{ €}}$

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage donc à verser la somme de 802,87 € au profit de l'ASL « Les Romarins »

Utilité de la présente transaction :

La section des Etudes et du Rapport du Conseil d'Etat rappelle l'importance et l'utilité du règlement amiable des litiges en précisant :

4

CP

Messagerie Pro

about:blank

« Les collectivités publiques doivent, parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général, privilégier la prévention des litiges » (Documentation française 1993, p.74).

« Qu'il est possible et souhaitable de recourir à la démarche transactionnelle chaque fois que la collectivité publique est certaine que sa responsabilité est engagée et a causé un préjudice ».

La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique, encourage la conclusion de règlement rapide et amiable des différends tout en permettant une gestion économe des deniers publics.

La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, invite à « la recherche d'une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d'une transaction dans tous les cas où elle permet d'éviter un contentieux inutile et coûteux, tant pour l'administration que pour les personnes intéressées. La transaction facilite le règlement des différends. Elle permet ainsi une gestion économe des deniers publics, tout en favorisant une indemnisation rapide des parties ».

L'article 37 du CCAAG Fournitures courantes et de Services de 2009 indique également que « Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. »

C'est dans ces conditions que les parties ont décidé de se rapprocher et de mettre fin au litige qui les oppose, dans les conditions ci-après définies.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a admis de payer la somme de 802,87 € au profit de l'ASL « Les Romarins » correspondant au paiement des factures d'électricité de l'éclairage de la période du 1^{er} janvier 2018 au 27 mars 2023, date de la séparation du réseau d'éclairage public à la pompe.

L'ASL « Les Romarins » a renoncé à introduire un recours contentieux à l'encontre de la Métropole afin d'obtenir le paiement des sommes dues ainsi que le versement d'indemnités en réparation du préjudice subi.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont donc parvenues à un accord.

Elles sont ainsi convenues de ce qui suit à titre de transaction irrévocable et définitive, au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Ceci rappelé, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin, par le paiement de la somme due à L'Association Syndicat Libre « Les Romarins » au titre des factures d'éclairage pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 27 mars 2023, au différend qui oppose ladite Association à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, et de prévenir tout litige à naître quant à cette créance.

ARTICLE 2 : ACCORD TRANSACTIONNEL

Conformément aux développements en préambule, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE accepte de verser à l'ASL « Les Romarins » la somme de **802,87 €** due au titre du paiement des factures d'électricité des éclairages pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2018 et le 27 mars 2023.

L'ASL « Les Romarins » renonce irrévocablement ou, le cas échéant, se désiste de toute réclamation, instance et action judiciaire ayant pour cause directe ou indirecte les faits exposés au préambule.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DES SOMMES DUES

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à régler la somme due au titre de l'article 2 du présent protocole, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du protocole aux parties.

ARTICLE 4 : EFFETS DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil.

Cet accord a pour effet de remplir les parties dans leurs droits et mettre fin à tous litiges nés ou à naître.

Les parties renoncent en conséquence à toute instance et action future pour tout litige relatif à l'objet du présent protocole.

Chacune des parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect de l'autre partie de ses propres obligations de sorte que nul ne peut se prévaloir isolément de l'une d'entre elles.

CP

Messagerie Pro

about:blank

Le présent protocole d'accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour quelques causes que ce soit notamment cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent protocole sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole prendra effet dès sa signature, sa transmission au représentant de l'Etat et sa notification aux parties.

Fait à Toulon, le

17/07/2024

Pour l' ASL « Les Romarins »

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président

COORRIER philippe